ARRI
LA LETTRE D'ARRI
Pour une meilleure intelligence du monde
Septembre 2021
N°50

ARRI s'impose dans le monde d'aujourd'hui…

Au-delà de la pandémie de Covid-19, sans doute loin d'avoir fait sa dernière victime, trois événements viennent de marquer notre monde. En août, ce fut tout d'abord le départ « saïgonnais » des forces américaines de Kaboul qui a consterné leurs alliés de l'OTAN. En septembre, ce fut l'annonce brutale de l'établissement d'une alliance liant l'Australie aux États-Unis, à la Nouvelle-Zélande et à la Grande-Bretagne en écartant la France et l'Europe. Depuis peu, les résultats des élections en République fédérale d'Allemagne sont à observer avec attention à la veille de la présidence française de l'Union européenne.

La conclusion qui s'impose est que, plus que jamais, notre Association Réalités et Relations Internationales doit rechercher par « une meilleure intelligence du monde » à comprendre l'évolution de ce dernier !

Dans l'immédiat, la présente *Lettre* vous propose de réfléchir sur le retour des talibans à Kaboul, avec le compte rendu d'une conférence à Sciences Po ; sur l'impact de la création d'un OTAN d'Océanie face à la Chine, manœuvre qui invite l'Europe à se doter d'une diplomatie et d'une défense communes ; enfin, sur le visage que peut prendre le futur gouvernement allemand.

Cette « *meilleure intelligence du monde* » nous la poursuivons avec nos publications, notre *Lettre d'ARRI* en début de mois, notre *Observatoire des médias étrangers* au milieu de chaque mois, nos diffusions exceptionnelles et nos voyages en dépit des circonstances.

Nos conférences peuvent se dérouler, avec une jauge réduite, à notre siège rue Nicolo et en conférences hybrides avec de nombreux internautes présents sur les écrans grâce au système Zoom. Pour une meilleure présentation des conférences qui seront enregistrées et ainsi ensuite disponibles sur notre site, nous allons adopter le système de « webinaire » qui ne présente à l'écran que l'intervenant et les supports de la conférence.

Nous souhaitons recueillir vos avis, vos souhaits sur les sujets traités et sur ceux qui méritent de l'être. Je vous renouvelle ma proposition de constituer des groupes actifs pour gérer au mieux nos diverses activités : la *Lettre d'ARRI*, l'*Observatoire des médias étrangers*, nos voyages ainsi que les groupes thématiques qu'il est souhaitable de mettre sur pied : environnement, énergie, technologies, etc.

Merci d'avance. L'avenir d'ARRI dépend de nous tous…

François TOUSSAINT

Association Réalités et Relations Internationales
11 rue Nicolo 75116 Paris – Tel : 01 45 27 46 17
Courriel : secretariat@arri.fr Site : www.arri.fr

VIE DE L'ASSOCIATION

Notre agenda…

Pour répondre aux souhaits de nombreux adhérents qui ont des difficultés à venir à notre siège, nous maintenons nos conférences en « hybride » qui regroupent ceux qui le peuvent rue Nicolo et par visioconférence tous ceux qui le souhaitent.

Conférence hybride le jeudi 7 octobre 2021

au 11 rue Nicolo 75116 PARIS de 18 heures à 19 heures 30.
« Les Pachtouns, un grand peuple sans pays », avec Alain LAMBALLE
Inscription avant le mardi 5 octobre 2021, participation aux frais : 10 €.

Conférence hybride le jeudi 14 octobre 2021

au 11 rue Nicolo 75116 PARIS de 18 heures à 19 heures 30.
« *La diplomatie de Talleyrand* **»** avec Philippe SELZ.
Inscription avant le mardi 12 octobre 2021, participation aux frais : 10 €.

Réunion conviviale le mardi 19 octobre 2021

au 11 rue Nicolo de 18 heures à 20 heures
avec la présentation de « *L'Europe, c'est quoi grand-père ?* »
par Jacques FAVIN-LÉVÊQUE
Inscription avant le vendredi 15 octobre 2021, participation aux frais : 5 €.

Conférence hybride le jeudi 18 novembre 2021

au 11 rue Nicolo 75116 PARIS de 18 heures à 19 heures 30.
Les Français sont dégourdis. L'expérience Essilor 1994-2013
Par Xavier FONTANET, président d'Essilor de 1991 à 2010.
Inscription avant le mardi 16 novembre 2021, participation aux frais : 10 €.

Les invitations habituelles vous seront diffusées en temps utile.

■

Notre partenariat avec la Maison Heinrich Heine se poursuit.

(site : www.maison-heinrich.heine.org)

Conférence-débat hybride le jeudi 9 décembre 2021

Quelle politique de sécurité et de défense pour l'Europe ?
Débat modéré par **David Capitant**, président d'ARRI, avec
Anne Bauer, grand reporter au *Figaro*,
Michel Cabirol, rédacteur en chef à La Tribune,
Ronja Kempin, chercheuse à la Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP),
Detlef Puhl, ancien journaliste et ancien conseiller à l'OTAN.

Le retour des talibans et la reconstruction d'un État

Conférence du Centre de recherche de Sciences Po, le 20 septembre 2021
avec Adam Baczko, chercheur au CNRS,
et Gilles Dorronsoro, professeur de science politique à l'université Paris I

Notes de Christian CASPER

L'intervention militaire en Afghanistan d'octobre 2001 a été déterminée uniquement par les attentats du 11 septembre. Mais pour éviter que l'Afghanistan ne redevienne un sanctuaire, un État central stable doit être remis en place. L'État ne peut se reconstruire qu'à partir de la culture politique afghane : il faut pour cela inscrire les réformes dans un cadre idéologiquement légitime (nationalisme, islam), tout en s'adaptant à l'anthropologie politique de l'Afghanistan, où notables et groupes de solidarité locaux jouent un rôle plus important que les grandes tribus ou les ethnies. Si la guerre a accentué la polarisation ethnique, il n'y a cependant pas en Afghanistan de clivage ethnique déterminant.

D'un point de vue ethnique, les Talibans, musulmans sunnites, sont issus de l'ethnie pachtounes, la plus importante des ethnies présentes en Afghanistan (Tadjiks, Hazâras, Ouzbeks, etc.).

Ils viennent du sud, de Kandahar, la ville des émirs, donc le lieu d'origine du pouvoir en Afghanistan. Ils ont donc une légitimité historique et sont d'abord des nationalistes.

D'un point de vue sociologique, les Talibans ne représentent pas une aristocratie tribale car ils sont issus des milieux paysans. Les talibans sont des juges (« *ceux qui étudient* ») spécialistes du droit islamique chargés de rendre la justice selon la charia.

Le retour des Talibans au pouvoir en Afghanistan a déclenché un concert international de réactions alarmées : de nombreuses personnes qui le souhaitaient ont été empêchées de quitter le pays, leur sécurité est menacée, et l'on peut redouter une régression importante des libertés pour les femmes.

Adam Baczko et Gilles Dorronsoro, observateurs d'un pays qu'ils connaissent bien depuis plus de trente ans, invitent cependant les Occidentaux, et notamment les États-Unis, à prendre le recul de l'analyse, dans leur intérêt : leur politique afghane dénuée de bon sens, depuis vingt ans, a largement contribué au retour des Talibans.

La prise expresse de Kaboul par les Talibans bouscule les rapports de force dans la région. Faut-il craindre une déstabilisation ?

Bien sûr, la situation a considérablement évolué, mais il faut d'abord souligner la dimension stabilisatrice des derniers événements ! L'arrivée des Talibans au pouvoir signe la fin de quarante années de guerre civile, la disparition de leurs bases au Pakistan, une diminution du volume d'armes en circulation dans la région, un contrôle sur les frontières, la perspective de mise en place d'un régime *sui generis* et raisonnablement fonctionnel, qui n'a aucune raison de s'inspirer des modèles occidentaux.

Les Talibans ont construit leur retour au pouvoir sur leur capacité à reconstruire les services publics, répondant ainsi à une demande d'État ignorée pendant deux décennies. Ils se sont implantés dans les campagnes en établissant des tribunaux islamiques dont l'impartialité contrastait avec la corruption généralisée des services judiciaires, voire leur absence dans beaucoup d'endroits. La remise en route de l'administration est la priorité actuelle des talibans.

Mais le mouvement taliban n'a pas les moyens de contourner l'obstacle financier qui se dresse devant lui dans la reconstruction de l'État. Les caisses sont vides : les détournements massifs effectués par la classe politique afghane ont conduit à une faillite financière, alors que l'Afghanistan traverse, par ailleurs, une dépression économique sans précédent depuis le retrait de l'essentiel des forces de l'OTAN en 2014. Les pays occidentaux finançaient 75 % du budget de l'État afghan, assurant notamment le salaire des fonctionnaires et le fonctionnement des principaux services publics. À la suite de la chute de Kaboul, le gouvernement américain a gelé les fonds de la banque centrale d'Afghanistan et le Fonds monétaire international bloque 400 millions de dollars (340 millions d'euros) d'aide. La famine guette la population.

À l'échelle régionale, cette prise de pouvoir, ainsi que le départ précipité des Occidentaux, signe clairement une victoire de l'axe Chine-Pakistan sur l'Inde, rangée aux côtés des États-Unis et du régime afghan défait. Et cette nouvelle donne constitue d'abord un gain majeur pour Islamabad, qui travaillait depuis des années à soutenir des mouvements islamistes, dont les talibans après 1994, afin de casser l'alliance entre Kaboul et New Delhi. Ce rééquilibrage régional ouvre au Pakistan des voies sécurisées pour accéder à l'Asie centrale, avec laquelle la Chine va également pouvoir renforcer ses liens économiques. Il apporte aussi un bénéfice à la Russie : par le recul des États-Unis qui voulaient y avoir des points d'appui forts, elle renforce son contrôle stratégique et diplomatique sur l'Asie centrale. Enfin, ce mouvement profondément nationaliste ne veut pas être enfermé dans un tête-à-tête avec le Pakistan.

Le départ des Occidentaux est d'abord une défaite des États-Unis. Comment s'analyse-t-elle ?

C'est la conséquence d'une politique largement menée en dépit du bon sens. La grande erreur date de 2001 quand, après les attentats terroristes contre les États-Unis, les puissances qui interviennent à partir de 2003 (l'OTAN, « *cette machine plus politique que militaire* ») prennent la place de l'État afghan et empêchent l'émergence d'un espace pacifique de délibération et de contestation. Une des conséquences majeures de ce mode d'intervention est en effet de court-circuiter l'État et d'interdire la formation d'un espace politique. En ce sens, la cause principale de la défaite occidentale est d'avoir laissé aux Talibans l'idée de créer un Etat en construisant par exemple un système judiciaire plus fiable que celui du gouvernement.

De plus, on peut souligner l'incompétence de l'expertise (« *la connaissance inutile* »), notamment aux États-Unis mais aussi en Europe. Alors que la société afghane était en attente de sécurité et de lutte contre la corruption, les États-Unis ont multiplié les raids des forces spéciales, recréé des milices, etc. Et l'injection de sommes colossales pour soutenir le régime en place a fortement alimenté la corruption. On a beaucoup entendu dire : « *Les Afghans sont corrompus*. » De fait, les Occidentaux ont organisé un système qui rendait la corruption inévitable.

Trop peu de médias ont décrit les dysfonctionnements du pouvoir en place à Kaboul après la chute du premier régime taliban (1996-2001)…

Une partie des médias a fait très correctement son travail, sans beaucoup d'écho, mais la chute de Kaboul a créé une bulle médiatique avec l'engouement orchestré autour d'Ahmad Massoud, le fils du mythique commandant Massoud, retranché dans la vallée du Pandjchir. Le rapport de force rendait impossible toute solution militaire. La vallée est d'ailleurs tombée en 48 heures, Massoud a été lâché par les Pandjchiris eux-mêmes, peu soucieux de se lancer dans une nouvelle guerre.

Les Talibans sont considérés par plusieurs pays comme un groupe terroriste. Cependant, après leur prise de pouvoir, des attentats ont récemment été commis à Kaboul par l'État islamique. Existe-t-il une coïncidence d'intérêts entre le nouveau pouvoir et l'Occident dans la lutte contre le terrorisme ?

Quand ils ont pris l'immense base aérienne états-unienne de Bagram et ouvert les portes de sa prison, les Talibans ont exécuté sans procès des cadres de l'État islamique. La question principale est donc de savoir ce qu'il va advenir de la relation entre les nouveaux maîtres du pays et Al-Qaïda. À ce stade, aucune source ne peut nous informer de la nature réelle de leur accord. L'impression est que les talibans vont se montrer assez prudents avec cet encombrant allié pour éviter la rupture avec les pays occidentaux.

La question du terrorisme

En pratique, la présence d'Al-Qaida ne permet pas d'envisager le recours à des solutions faciles à court terme. Le mieux est, ici, d'engager un dialogue sur le partage du renseignement et les opérations à mener directement sur le territoire afghan par les puissances occidentales, par exemple, en cas de reconstitution de camps d'entraînement. La lutte acharnée menée par le mouvement taliban contre l'organisation État islamique montre que, au moins sur ce dossier, une coordination est possible.

Les Occidentaux, et surtout les États-Unis, ont subi une forte humiliation avec ce départ en catastrophe d'Afghanistan. Les appels à négocier avec les Talibans peuvent-ils être entendus ?

Les pays occidentaux ont des raisons d'entrer dans une logique de négociation avec le régime taliban. L'Europe et les États-Unis ont des intérêts multiples (migrations, terrorisme, drogue, et même droits humains, dont ceux des femmes, santé, éducation, etc.), si l'on veut bien oublier le cynisme de ces dernières années, qui dépendent étroitement de leurs relations avec les Talibans.

Les Occidentaux doivent aborder la situation actuelle avec une certaine modestie. Leurs politiques ont conduit au désastre et ils ont couvert nombre d'abus ces vingt dernières années : des fraudes massives aux élections jusqu'aux crimes de guerre des milices aux ordres de la CIA. Le sentiment d'humiliation chez les Occidentaux est compréhensible mais ne doit pas justifier une punition de la population afghane par le biais de sanctions économiques.

En fait, la question n'est pas de savoir s'il faut négocier ou ne pas négocier mais s'il faut continuer à le faire, car cela fait dix ans qu'il existe des discussions. Il y en a eu à Chantilly, au Qatar, notamment avec les États-Unis. L'évacuation de Kaboul par l'armée états-unienne s'est faite en étroite collaboration avec les Talibans. L'ouverture de ce dialogue ne préjuge à l'évidence pas de son succès. Les Talibans peuvent rapidement durcir leur régime face à des contestations urbaines. Al-Qaïda peut se manifester brutalement ou, ce qui est loin d'être exclu, les Talibans peuvent préférer une reconnaissance limitée et une aide des régimes autoritaires voisins (Iran, Chine, Russie) qui ont d'autres priorités que les nôtres.

Nous ne sommes plus dans la logique d'enfermement qui a prévalu dans les années 1990. Les Talibans veulent reconstruire l'État et une économie exsangue, pillée par le régime précédent ; et pour cela ils auront besoin d'une reconnaissance internationale. ■

Notes de Christian CASPER

À propos des sous-marins australiens…

Libres propos de François JAGER

L'annulation unilatérale du contrat des sous-marins par l'Australie a fait couler beaucoup d'encre et les commentaires peuvent porter sur bien des aspects : respect des engagements (prix, délais) lors des diverses étapes des négociations, aspects géostratégiques marquant d'une certaine manière des revirements d'alliance, liberté retrouvée par la Grande-Bretagne à cette occasion, lui permettant de réveiller un terrain de retrouvailles du monde anglo-saxon et d'apporter une justification au Brexit, preuve du fait que la grande puissance que nous pensions encore être ne fait plus peur à personne, et bien d'autres angles d'analyse de cet évènement lourd de sens.

Mais aussi il a été beaucoup question de l'Europe et de son manque de solidarité à l'occasion de la déconfiture française. Les habituels critiques de Bruxelles n'ont pas manqué l'occasion de démontrer par cet exemple que l'Europe ne fonctionnait pas et qu'il n'y avait rien à attendre d'une aide européenne dans nos déboires. Pour ma part, je n'ai pas entendu la conclusion qu'il faudrait en tirer sauf, à l'inverse, par ceux qui savent que notre avenir est en Europe et que cela vient encore d'être démontré.

L'atomisation des poids respectifs des pays européens dans le monde montre encore une fois que sa masse et sa diversité ne forment en aucun cas une puissance et que la seule chance pour l'Europe de peser dans le monde est de construire une alternative militaire et diplomatique par une union clairement affichée et efficace. À de nombreuses reprises on entend critiquer les insuffisances bruxelloises alors que la Commission ne s'est pas vu déléguer des compétences sur les points évoqués. C'est là aussi le cas, puisque nous n'avons pas de politique commune dans ces domaines, qu'attendre donc des instances européennes alors que la France est seule en cause ?

Il est vrai que Josep Borrel, chef de la diplomatie européenne, a déclaré que « *la crise des sous-marins concerne toute l'Europe, et pas uniquement la France* » et que Ursula Von Der Leyen a jugé le traitement de la France « *inacceptable* ». Mais ceci a été dit tardivement, quand Bruxelles a pu juger des dommages engendrés en France par son silence après l'humiliation subie par les Français.

Ceci étant, si la solidarité a été « forcée » par l'insistance à la réclamer, il faut bien dire que l'affaire des sous-marins a été une affaire entièrement franco-française et, en aucun cas, jamais européenne. Les contrats se sont négociés dans un périmètre juridico-diplomatique national, avec d'ailleurs au moins un concurrent européen Thyssen Krupp. Pourquoi les Allemands défaits lors de l'attribution du marché plaindraient-ils un concurrent malheureux, fût-il français et européen ?

Jamais personne n'aurait inventé l'idée que l'Europe se devait d'être solidaire des avanies d'une entreprise de l'un de ses membres alors que celui-ci n'a jamais prétendu agir autrement qu'au titre de ses intérêts propres, libre de toute contrainte vis-à-vis de l'Europe. L'Europe a donc fait d'entrée l'objet d'un mauvais procès typiquement français dès l'annonce par ses détracteurs qui saisissent chaque occasion de nuisance à l'image européenne. Il en restera toujours quelque chose !

Il est vrai que les déclarations évoquées ci-dessus pas les responsables de la Commission ont suivi une période de réflexion à Bruxelles sur l'opportunité d'intervenir et sur la question de savoir si l'humiliation devait être partagée. Une série d'arguments a fini par prévaloir.

Si même la première puissance nucléaire et militaire en Europe subit une telle humiliation, qu'en aurait-il été pour les autres États dispersés ? Par ailleurs, l'affaire afghane a démontré que les États Unis sont devenus des alliés incertains, incertitude qui contamine désormais la crédibilité de l'OTAN. On voit en concret une nouvelle politique américaine, affichée par Trump et appliquée par le parti qui a lui succédé au pouvoir.

Personne ne peut occulter le fait que les cartes stratégiques sont en cours de redistribution et la constitution de ce nouveau front anglo-saxon en est un. Bref, derrière l'annulation du contrat se dissimule un changement complet de l'horizon stratégique occidental, et surtout européen, et la réaction de la Commission est au premier degré pour s'associer à la déconvenue de la France, aussi et surtout, pour montrer que le signal a été compris. L'occasion était belle par ailleurs pour les politiques européens, de faire la démonstration de la solidarité, même sans objet, afin de créer un précédent où l'un des États, atteint dans ses intérêts, bénéficiait de l'attention explicite de tous.

L'Europe doit désormais bel et bien prendre en considération dans ses engagements politiques le fait qu'aucun de ses États ne pèse plus dans la grande confrontation entre la Chine et les États-Unis. Si elle veut continuer à jouer un rôle dans le monde, elle doit avancer en montrant une unité dans son organisation et déléguer à une Europe construite sa politique de défense, comme un État national.

On objecte couramment qu'il n'y a pas de vision commune sur ce point comme sur bien d'autres. La réaction de l'Autriche et du Danemark sont là pour le démontrer. C'est bien la raison pour laquelle rien ne peut être construit dans le domaine de la défense dans une Europe à 27. On pourrait imaginer que les « grands », tels l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne, plus conscients de leur responsabilité dans le monde, oseraient construire ensemble une puissance militaire commune, sous un commandement commun, dans une organisation nouvelle construite à cet effet. Encore faudrait-il que les configurations politiques nationales permettent à un instant T de donner un coup d'envoi irréversible à cette construction. La présidence française en serait l'occasion. ■

Sous-marin *Barracuda*, ici le *Suffren*, sous-marin nucléaire d'attaque (SNA).
Longueur : 99,5 mètres.
Déplacement en plongée : 5 300 tonnes.
Profondeur de plongée : plus de 300 mètres.
Le *Barracuda* classe *Attack* commandé par l'Australie était à propulsion classique diesel-électrique car l'opinion publique australienne était alors opposée au nucléaire !

Quel gouvernement pour l'Allemagne demain ?

Brigitte LESTRADE & Paul MERTZ

Les deux intervenants qui nous ont présenté le bilan d'Angela Merkel le jeudi 23 septembre, nous font part de leurs réactions à la suite des élections allemandes…

Remarques de Paul MERTZ

La Die Linke (sociaux-démocrates) reste de justesse sous la barre des 5 % [1] mais le gain direct de trois circonscriptions par ses candidats lui permet d'être représentée au Bundestag. Au grand regret de Scholz, cela ne suffit pas pour une majorité SPD-Verts-Linke, le privant ainsi d'une importante carte de négociation, notamment à l'égard du FDP.

Un vieux tacticien, Sigmar Gabriel, a mis les points sur les i : les Verts préféreront s'allier au SPD et Lindner ne pourra pas se payer le luxe de répéter son coup d'éclat de 2017 lorsqu'il interrompit brutalement les négociations, renvoyant son parti dans l'opposition. La circonscription gagnée par Angela Merkel sans interruption depuis 1990 vient d'être enlevée par le SPD, c'est là que se trouve le terminal du fameux gazoduc North Stream II. Par ailleurs, le Land de Mecklembourg-Poméranie, où se tenaient aussi les élections locales, a confirmé de façon éclatante sa ministre-présidente Manuela Schwesig, SPD, en lui donnant une victoire massive à près de 40 % !

Comme les partis n'ont pas réussi à réformer la loi électorale, le Bundestag croîtra encore. Le bricolage compensatoire dû aux « *Überhangmandate* »[2] de plus en plus nombreux produira un parlement de 735 membres (sauf peut-être un ajustement minime) au lieu des 709 actuels et des 598 prévus par la loi. Quant à la place des femmes, je n'ai pas encore vu de chiffres, mais je signale que des seize Länder, trois ont un gouvernement présidé par une femme : Rhénanie-Palatinat, Mecklembourg-Poméranie et Berlin, toutes les trois SPD.

Remarques de Brigitte Lestrade

Dans la situation inédite actuelle, ce sont les deux partis d'importance moyenne, les Verts et les libéraux du FDP, dans leur fonction de « *faiseur de roi* », qui vont de l'avant. Le FDP a décidé d'entamer des consultations préliminaires avec les Verts sur une éventuelle coopération gouvernementale, une idée lancée par Christian Lindner, le chef du FDP, dès le soir de l'élection. Si de grandes différences entre le FDP et les Verts existent en termes de contenu, les deux partis se sont retournés le plus fortement contre le *statu quo* de la grande coalition précédente. C'est pourquoi M. Lindner estime qu'il est nécessaire d'examiner si celle-ci pourrait devenir un centre progressiste d'une nouvelle coalition. S'y ajoute le fait qu'il s'entend bien avec Robert Habeck, co-président des Verts, dont l'étoile monte à mesure que celle de Mme Baerbock, candidate des Verts au résultat décevant, pâlit. Son argument : pendant la campagne électorale, les partis avaient examiné ce qui les divisait, maintenant, il convient de se concentrer sur ce qu'ils ont en commun. Vœu pieux ? Mise à part la protection de l'environnement, tout semble les séparer, à commencer par les impôts que les uns veulent augmenter et les autres baisser, plus d'État, moins d'État, etc. Dans ces conditions, leur souhait de constituer un gouvernement d'ici Noël relève de la gageure… ■

---

[1] La loi électorale exclut de toute représentation les listes qui ne reçoivent pas au moins 5 % de voix au plan national. Cette règle ne s'applique cependant pas si une liste obtient trois mandats directs dans des circonscriptions individuelles. Ce qui est le cas pour la Linke dont les trois mandats directs à Berlin lui permettent d'être normalement représentée alors que le parti est juste en-dessous des 5 %.

[2] La loi prévoit 598 députés au Bundestag : la moitié (299) sont élus dans des circonscriptions qui désignent un député à la majorité simple à un seul tour. L'autre moitié est élue au scrutin de liste à la proportionnelle dans chacun des 16 Länder. L'électeur vote pour une liste sans exprimer une préférence pour un candidat. Le total des sièges revenant à chaque liste est déterminé par le vote à la proportionnelle. Pour le décompte des résultats il faut donc prendre ce total et en déduire ceux qui sont et restent élus dans les circonscriptions individuelles. Si le résultat est positif, les élus manquants sont pris sur la liste. Avec un résultat, le parti en question a trop d'élus car ceux des circonscriptions individuelles « *débordent* », de là les fameux *Überhangmandate*.